

l'ena

hors les murs

Magazine des Anciens Élèves de L'ENA

www.aaeena.fr

dossier

NATIONALISMES, AUTORITARISMES, CRISES ET CONFLITS : RETOUR DE LA GÉOPOLITIQUE ?





Algérie: un autoritarisme en péril ?



Par **Karim Amellal**
Ecrivain, enseignant et entrepreneur
franco-algérien

Démocratique dans son apparence, autoritaire dans son fonctionnement : voici comment on pourrait caractériser, de façon lapidaire, le régime algérien aujourd'hui. Percer davantage sa carapace, scruter ses arcanes, le radiographier relève en revanche de la gageure tant ce système est, depuis 1962, frappé au sceau de l'opacité.

En dépit d'une Constitution (sur le point d'être révisée), d'institutions légales, de lois votées par un Parlement élu, d'un gouvernement qui exécute et d'un président de la République lui aussi élu au suffrage universel, ce que l'on appelle « le pouvoir » algérien est un Janus bi-frons : d'un côté un visage formel, incarné par ceux qui sont à la tête des institutions civiles, d'un autre côté des centres et des circuits de décision informels agissant sur la base de règles implicites qui constitue le pouvoir réel¹.

La structure de pouvoir en Algérie, nonobstant le régime politique (de type présidentiel en vertu de la Constitution de 1996) qui fonde les institutions civiles, est polycentrique : c'est une coalition hétéroclite de groupes, de clans, d'hommes qui poursuivent un intérêt primordial : assurer la perpétuation d'intérêts qui ne recoupent que partiellement le bien commun de la Nation. Ces centres de décision puisent leurs racines pour partie des éléments des forces de sécurité (armée, services de renseignement) et pour partie des dirigeants civils (président, quelques ministres « proches » de ce dernier, parti présidentiel) auxquels il faut ajouter l'appareil administratif qui, dans un pays hyper-centralisé comme l'Algérie, occupe une place primordiale (certains walis, hauts fonctionnaires du ministère de l'Intérieur, etc.).

Dans ce dispositif, c'est l'Armée nationale populaire (ANP) qui constitue depuis l'indépendance la colonne vertébrale du régime en dépit de son retrait – relatif – du pouvoir civil depuis la fin de la « décennie noire » (1990-2000) au cours de laquelle elle a détenu l'ensemble des leviers

du pouvoir dans le cadre d'une guerre civile contre les terroristes islamistes. Si l'élection du civil Abdelaziz Bouteflika à la présidence de la République en 1999 eut bien pour conséquence de faire rentrer l'armée dans les casernes, les officiers supérieurs de l'ANP, en particulier ceux qui exercent au sein du puissant DRS (les services de renseignement de l'armée) continuent de jouer un rôle majeur dans le système. Aucune décision stratégique concernant la sécurité de l'État, les hydrocarbures ou des partenariats stratégiques avec certains pays ne peut être prise sans eux.

Une stabilité relative

L'idéologie nationaliste, ou ce qu'il en reste, imprègne la Weltanschauung de ceux qui dirigent le pays. Fortement marquée par le culte des Martyrs – ceux qui sont morts au cours de la guerre d'indépendance –, cette idéologie repose, de façon schématique, sur la toute-puissance de l'État pour assurer la répartition des richesses, le rôle déterminant de l'armée pour garantir la sécurité, et avant tout l'indépendance, nationales, l'islam,

L'idéologie nationaliste, ou ce qu'il en reste, imprègne la weltanschauung de ceux qui dirigent le pays

religion d'État, qui a servi aux pouvoirs successifs à se légitimer à défaut de modes de légitimation de nature démocratique. Ce nationalisme conservateur, ombrageux, voire atrabilaire, dans ses relations tant avec les États voisins, Maroc en tête, qu'avec l'ancienne puissance coloniale, est incarné par le FLN, parti présidentiel, qui joue un rôle structurant, pour ne pas dire écrasant, dans le paysage politique national. Ex-parti unique de 1962 jusqu'à la révision constitutionnelle de 1989 instaurant le multipartisme, le FLN est



Nationalismes, autoritarismes, crises et conflits : retour de la géopolitique ?

la seule véritable « machine » politique électorale avec le FFS, le plus ancien parti d'opposition en Algérie fondé par l'un des chefs historiques de la « Révolution », Hocine Aït Ahmed.

À la fois comme pratique et comme mode de fonctionnement, l'autoritarisme est une constante du régime algérien depuis l'indépendance. La transition démocratique, amorcée en 1989-90 avec la fin du parti unique et une relative ouverture du champ politique a été interrompue par la guerre civile. En dépit de moult annonces et velléités, le président Bouteflika n'a, au cours de ses trois précédents mandats, pas fait progresser substantiellement le caractère démocratique de l'État, qui ne reste qu'apparent. Des élections locales et nationales sont organisées régulièrement mais sont entachées de nombreuses irrégularités. Des partis d'opposition siègent au Parlement mais, à défaut d'élections véritablement libres et transparentes, ils ne sont pas représentatifs. Les institutions de contrôle prévues par la Constitution existent bel et bien mais leur rôle est purement décoratif. La justice est réputée indépendante, mais dans les faits elle est un nid de corruption. La « verticale du pouvoir » s'exerce ainsi pleinement, sans que l'on sache cependant au juste qui détient ledit pouvoir ni à quelle(s) fin(s) il agit.

L'autoritarisme du régime s'accroît naturellement depuis la réélection de Bouteflika pour un 4^e mandat. Outre l'image désastreuse pour le pays qu'il projette à l'extérieur, c'est le fonctionnement de l'État qui se trouve sérieusement impacté. Sa présence invisible, ou sa visible absence, renforce tous les effets pervers du système de pouvoir algérien qui dérive de plus en plus vers une sorte de césarisme oriental. L'opacité, l'arbitraire, les luttes de clans et la corruption sont autant de facettes d'un système de pouvoir et de contrôle autoritaire que le président Bouteflika, à travers ses quatre mandats, a mené jusqu'à ses ultimes limites et dont il a, en césar rigoureux, exploité toutes les failles. C'est en dépit, ou grâce à cette structure archaïque de pouvoir que l'Algérie, aujourd'hui, incarne aux yeux de nombreux pays occidentaux à la fois la stabilité dans une région en proie à un chaos

croissant, mais surtout un rempart contre des menaces – terrorisme en tête – qui guettent la rive nord de la Méditerranée. Certes, la notion de stabilité est toute relative dans un pays où des centaines de micro-émeutes surviennent chaque année. Pour autant, il est vrai que la lame de fond du « printemps arabe », qui a démarré dans la Tunisie voisine, n'a qu'assez peu ébranlé l'Algérie. L'intervention catastrophique en Libye, qui a provoqué un insoluble chaos dans ce pays charnière entre l'Europe et le Sahel, a du coup rehaussé le caractère stratégique majeur de l'Algérie, située au confluent des zones les plus instables d'Afrique du nord, et accru son rôle stabilisateur dans la région. Pays le plus peuplé du Maghreb, l'Algérie est aussi le plus grand pays d'Afrique par sa superficie. Dans le contexte régional actuel, post-printemps arabe, sa relative stabilité politique, ajoutée à l'importance de son armée (la deuxième d'Afrique après l'Égypte), en fait un interlocuteur de premier plan pour les États européens, France en tête, mais également pour les pays soucieux de conserver une influence dans cette zone : les États-Unis et la Russie notamment.

Un partenaire-clé

En effet, la décennie noire a considérablement renforcé la coopération militaire entre les États-Unis et l'Algérie tandis que la Russie reste, depuis l'indépendance, un partenaire clé dans le domaine de l'armement. La France, de son côté, entretient une relation politique aléatoire mais qui n'en demeure pas moins, sur le plan de la coopération militaire et du renseignement, puissante et imperméable aux humeurs des chefs. Pour ces trois pays, l'Algérie est aujourd'hui perçue comme un partenaire-clé, sinon un pivot, dans une région profondément houleuse. Face à la menace djihadiste qui déferle en Europe, le régime algérien, en dépit de ses carences démocratiques, apparaît comme un rempart qu'il faut à tout prix préserver – et soutenir. Pourquoi l'Algérie reste-t-elle

– relativement – stable ? Les causes sont nombreuses et tiennent d'abord à l'impact et aux séquelles de la décennie noire sur la psyché nationale. Le traumatisme collectif qui a résulté de cette guerre civile continue d'opérer comme un repoussoir face à la tentation fondamentaliste, mais également à l'égard de tout changement

hâtif et incontrôlé pouvant déboucher sur un nouveau désastre. Une majorité d'Algériens ne veulent pas voir se renouveler le scénario de 1988, au fond le premier « printemps arabe », et ont accueilli avec beaucoup de scepticisme le déclenchement de la révolution en Égypte. Car,

s'ils sont critiques à l'égard du régime et nourrissent à son encontre une défiance croissante, les citoyens aspirent avant tout à la stabilité. Cette préférence de la majorité pour le *statu quo* est la meilleure alliée des dirigeants qui l'utilisent à leur profit chaque fois que cela s'avère nécessaire, comme lors de l'élection présidentielle d'avril 2014 qui a vu un président invisible être réélu pour un quatrième mandat.

La manne pétrolière permet en outre d'étouffer toute forme de contestation en achetant la paix sociale grâce aux importantes recettes tirées de l'augmentation des cours depuis le « troisième choc pétrolier » (2003). Avec un baril dont le prix a été multiplié par cinq entre 2003 et 2008, l'Algérie a bénéficié de ressources financières qui lui permettent, *nolens volens*, de redistribuer massivement la rente. Dans un pays où 70 % de la population ont moins de 30 ans et souffrent d'un fort chômage de masse, c'est vers ce réservoir d'insurgés potentiels qui n'ont rien à perdre que les efforts du gouvernement ont été les plus efficaces². Incarnation du *statu quo* aujourd'hui, Abdelaziz Bouteflika fut pourtant l'artisan, lors de ses deux premiers mandats, du redressement de l'Algérie après la décennie noire. En instaurant une réconciliation nationale à travers la loi dite de « concorde civile³ » et en profitant de la hausse des cours du pétrole pour engager des programmes d'investissements

Ce nationalisme conservateur, ombrageux, voire atrabilaire, est incarné par le FLN, parti présidentiel, qui joue un rôle structurant



d'envergure, il a fortement contribué à assurer la sécurité et la stabilité auxquelles les Algériens aspiraient tant. De cela, il est encore crédité aujourd'hui. Hélas, l'autoritarisme et la prédation des clans au pouvoir ont peu à peu pris le dessus lors de ses deux derniers mandats (2009 puis 2014), *a fortiori* au fur et à mesure que la santé du président se détériorait et qu'aucune conséquence n'était tirée sur le plan politique.

Un pouvoir invisible

Aujourd'hui, l'Algérie est dans une position paradoxale : le pays dispose d'énormes atouts et est appelé à jouer un rôle majeur dans la région, mais son système de pouvoir sclérosé bloque toute velléité de réforme et freine son développement.

Le décalage générationnel entre un pays démographiquement très jeune et des dirigeants septuagénaires (le chef d'état-major des armées a 75 ans, Abdelaziz Bouteflika 78 ans et l'autre personnage-clé du régime, le directeur du renseignement militaire, le général Mohamed Mediene, est âgé de 76 ans) accroît la défiance des Algériens à l'égard d'une caste au pouvoir qui apparaît de plus en plus

A la fois comme pratique et comme mode de fonctionnement, l'autoritarisme est une constante du régime algérien depuis l'indépendance

dé légitimée et déconnectée des réalités du pays. L'élection peu transparente du président Bouteflika, malade, pour un 4^e mandat a marqué une rupture (avril 2014). S'il est encore en mesure de prendre des décisions stratégiques, le chef de l'État n'est à l'évidence plus capable de gouverner le pays comme il l'a fait par le passé et comme la Constitution le prévoit. Or dans un système dont, par sa pratique autoritaire du pouvoir, il a accentué le césarisme, cela crée un vide considérable : César est là mais on ne le voit pas. Dans les interstices, voire les béances, de ce pouvoir invisible, les luttes de clans se déchaînent entre les diverses composantes du pouvoir tandis que les partis d'opposition, dont on ignore la représentativité, sont marginalisés. L'opposition parlementaire est discréditée pour avoir participé à des élections perçues comme peu crédibles et les partis qui

agissent en dehors du jeu institutionnel peinent à être audibles dans un système où les médias d'État jouent encore un rôle prépondérant.

Cette situation est d'autant plus problématique que le contexte social est explosif. Si l'on fait le compte de l'ensemble des mobilisations et des mouvements de protestation qui agitent les différentes strates de la société algérienne, la stabilité évoquée plus haut est à nuancer sérieusement. Depuis 2010, ce sont en effet des centaines de micro-émeutes et de jacqueries qui surviennent chaque année dans les quatre coins du pays, les uns ont une dimension sociale, comme à Ouargla, les autres intercommunautaires comme à Ghardaïa, une ville déchirée depuis des mois par de violents affrontements entre les Mozabites (berbères) ibadites et les Arabes malékites. Le mouvement de protestation contre l'exploitation du

gaz de schiste, au départ localisé dans la région où se situe le premier gisement exploité, à In Salah, a rapidement pris une ampleur nationale et catalyse plusieurs autres revendications. Face à ces foyers de contestation, plus ou moins violents, l'État apparaît désemparé et réagit par la force, en

arrêtant les contrevenants, ou, grâce aux ressources dont il dispose, en achetant tant bien que mal la paix sociale.

À long terme, cette situation paraît bien peu pérenne. D'une part, la rente n'est pas éternelle. La récente chute aussi brutale que considérable des cours du pétrole met en danger une économie algérienne très fortement dépendante de la rente des hydrocarbures. Ceux-ci représentent en effet 96 % des exportations et 40 % du Pib. Si la chute des cours peut être, dans une certaine mesure, atténuée par d'importantes réserves de change qui permettent d'amortir un choc à court terme. Paradoxalement, cela pourrait constituer une chance en forçant les dirigeants à diversifier enfin l'économie. Dans ce contexte incertain où le vide présidentiel n'est nullement pallié par une opposition crédible et structurée, c'est encore l'armée qui continue d'être l'acteur

majeur du système et, peut-être, la clé d'une éventuelle « transition » en douceur. La question est de savoir vers quelle transition le pays se dirige : s'agira-t-il, comme auparavant, d'une fuite en avant du système à travers un renforcement de l'autoritarisme à la sauce nationaliste, ou bien de l'évolution du régime vers davantage de démocratie, d'ouverture et de transparence ? ■

1 - Cette dichotomie entre pouvoir formel et pouvoir réel du pouvoir algérien remonte aux lendemains de l'indépendance où, à l'issue d'une guerre fratricide, les chefs de l'armée sont parvenus à prendre le dessus sur les dirigeants politiques.

2 - Notamment à travers l'Ansej, une agence d'État qui assure des financements à de nombreux projets portés par des jeunes de 19 à 35 ans.

3 - La Charte pour la paix et la réconciliation nationale a été adoptée par voie référendaire le 16 septembre 1999.